

# Bio graphie & groupe social

Et si on repartait du groupe ?

Article de Ch. Ronzon-Bélot, page 109

« Un horizon à large spirale la [l'histoire sociale] montre hantée par essentiellement deux questions dont elle dispose différemment selon les moments : définir l'individu et le groupe social ; s'interroger sur la constitution de l'événement », Farge A., « L'histoire sociale », in Bédarida F. (dir.), *L'histoire et le métier de l'historien en France 1945-1995*, Paris, Éd. Maisons des Sciences de l'Homme, 1995, p. 282.

Par Olivier Compagnon,  
Marie-Louise Goergen  
et François Guedj.

**1** Voir Chartier R., *Au bord de la falaise*, Paris, A. Michel, 1998 ; Dosse F., *L'histoire en miettes*. Des « Annales » à la « nouvelle histoire », Paris, La Découverte, 1987 ; *Histoire et sciences sociales*. Un tournant critique ?, Annales ESC, 1988 ; Lepetit B. (dir.), *Les formes de l'expérience*. Une autre histoire sociale, Paris, A. Michel, 1995 ; Noiriel G., *Sur la « crise » de l'histoire*, Paris, Belin, 1996.

**2** Pour un bilan bibliographique et méthodologique, voir « La biographie, usages scientifiques et sociaux », *Politix*, 27, 1994.

**3** Revel J., « L'histoire au ras du sol », préface à Levi G., *Le pouvoir au village*. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII<sup>e</sup> siècle, Paris, Gallimard, 1989, p. XII ; Lüdtke A. dir., *Histoire du quotidien*, Paris, Éd. MSH, 1994.

**H**istoire en miettes, crise de l'histoire, plus récemment encore crise de l'histoire sociale, avec ou sans point d'interrogation : tels sont les termes qui, depuis une vingtaine d'années, disent les doutes d'une discipline qu'aucun paradigme unifiant ne vient plus rasséréner. Mise en cause par le stimulant livre de François Dosse, la revue les Annales s'est efforcée de formuler depuis une dizaine d'années des propositions pour réordonner la hiérarchie des intérêts de la discipline<sup>1</sup>. En vain semble-t-il, comme en attestent les préoccupations de la Commission internationale d'histoire sociale qui réunit depuis plus d'un an un groupe d'universitaires européens animé par Hans Ulrich Jost, et s'efforce de redéfinir les notions et concepts de l'histoire sociale. Tous les retours réflexifs de notre discipline sur elle-même, parfois par la médiation de contributions philosophiques, s'accordent à situer et à dater l'origine de ce désarroi dans les effets indirects de la mise en question de l'hégémonisme du point de vue économique et social d'une école des Annales matinée de marxisme.

Les critiques d'un paradigme fondateur de l'histoire sociale ont coïncidé avec la vogue du genre et des méthodes de la biographie. Le souci de prendre en compte le micro ou le quotidien a contribué à replacer l'individu au centre du questionnement des sciences humaines – ni seulement ni d'abord en histoire comme en témoignent par exemple les travaux de Philippe Lejeune ou l'intérêt porté aux journaux intimes dans les études littéraires<sup>2</sup>. La microstoria italienne s'est ainsi attachée à étudier le social non pas comme un objet doté de propriétés mais comme un ensemble d'interrelations mouvantes à l'intérieur de configurations en constante adaptation. Privilégiant également l'étude des interactions entre les individus, l'Alltaggeschichte allemande s'est efforcée de montrer leur marge de manœuvre, c'est-à-dire en quoi chaque individu est d'une certaine manière producteur de sa propre histoire<sup>3</sup>.

Ces approches ont contribué à un profond renouvellement des questionnements de l'histoire sociale. Toutefois, par les changements d'échelle opérés, elles ont également favorisé la naissance du malaise d'une communauté d'historiens désorientée par la multiplication des objets et le défaut d'élaboration de nouveaux points de vue macro-sociaux. En soulignant à partir de logiques biographiques la multitude des appartenances ou allégeances possibles pour chaque individu, elles

ont partiellement rendu impensable l'idée d'appartenance à un groupe social donné, voire l'objectivation<sup>4</sup> des critères d'appartenance à ce groupe. L'intelligence du « réel » (ne fût-il pas réduit à la « société ») a sans doute gagné en complexité. Mais dans une perspective historique, c'est la notion même d'époque (de période) qui est devenue incertaine, faute de reconstruction de nouvelles visions synthétiques.

Il ne s'agit donc pas ici de sacrifier à un phénomène de mode qui se gargarise du retour à l'acteur, ni de prendre acte de la crise du marxisme, dénoncée par les nouveaux philosophes après 1968 ou de la libération d'une histoire quantitative et sérielle qui avait subjugué l'histoire événementielle<sup>5</sup>. L'objectif de cette rubrique est plutôt de participer aux réflexions et débats que la publication de *La Société des individus* de Norbert Élias (en 1987 en Allemagne, et en 1998 en France) n'a pas manqué de relancer. Nous proposons d'interroger les méthodes et dispositifs d'enquête de la biographie dans la perspective d'un retour au groupe social. Nous envisageons de confronter les recherches qui, sans nécessairement recourir prioritairement à la biographie, pensent ensemble les individus et le groupe. Et nous pourrions faire nôtre l'une des premières critiques du paradigme des Annales (années 1950-1960) formulée par E.P. Thompson dans son beau livre sur la formation de la classe ouvrière anglaise : J'entends par classe un phénomène historique, unifiant des événements disparates et sans lien apparent, tant dans l'objectivité de l'expérience que dans la conscience. J'insiste sur le caractère historique du phénomène. Je ne conçois la classe ni comme une « structure » ni même comme une « catégorie », mais comme quelque chose qui se passe en fait – et qui, on peut le montrer, s'est passé – dans les rapports humains. [...] la classe est un rapport et non une chose. [...] Si nous arrêtons l'histoire à un moment donné, il n'y a plus de classes, mais simplement une multitude d'individus vivant une multitude d'expériences. Mais, si nous observons ces individus sur une période appropriée de changement social, nous pouvons distinguer des constantes dans leurs relations, leurs idées et leurs institutions. **La classe se définit par des hommes vivant leur propre histoire. Telle est en définitive sa seule définition**<sup>6</sup>.

En incitant les chercheurs à expliciter les conceptions du social auxquelles ils se réfèrent, nous aspirons à favoriser un débat entre les différentes approches du social en vogue aujourd'hui en histoire. Entre les approches qui pensent le groupe social comme enracinement dans le travail, celles qui l'étudient comme représentation et celles qui le définissent comme culture objectivée intégrant une multitude de critères, pour reprendre les termes de Jean-Louis Robert<sup>7</sup>, il nous paraît urgent d'ouvrir un dialogue. Cette rubrique aspire simplement à en être un lieu. ■

**4** Action de rendre observable.

**5** Levillain P., « Les protagonistes : de la biographie », in Rémond R. dir., Pour une histoire politique, Paris, Seuil, « L'Univers Historique », 1988, p. 143-144.

**6** Thompson E. P., La formation de la classe ouvrière anglaise, Paris, Seuil – Gallimard, 1988, p. 13-14.

**7** Robert J.-L., « Trois approches en histoire sociale », *Historiens et Géographes*, n° 350, 1995-1996, p. 213-218.



Archives historiques de la BNP

Émile Mercet, portrait d'après M. Bonnat, paru dans *Émile Mercet, président, Le Comptoir National d'Escompte de Paris, Paris, 1893.*

## Banquiers de la Belle Époque

# Les dirigeants de trois grands établissements de crédit en France

Par Chantal Ronzon-Bélot, qui a soutenu en mars 2000 une thèse intitulée *Les dirigeants des grands établissements de crédit en France à la Belle Époque*, sous la direction d'Alain Plessis (Université de Paris X).

Fils de domestiques, Émile Mercet devint à la Belle Époque président du Comptoir National d'Escompte de Paris (CNEP), l'une des trois grandes banques par actions, ancêtre de l'actuelle BNP-Paribas. Sa réussite paradoxale surprend. Comment, parti de rien, a-t-il pu accéder à d'aussi hautes fonctions, dans le milieu de la Finance réputé si fermé ? Cette belle ascension sociale pose la question de sa fréquence et du renouvellement de l'élite bancaire en France au tournant du xx<sup>e</sup> siècle.

Le contexte fournit la toile de fond. C'est l'époque de la République triomphante, du nationalisme montant et des relations internationales intensifiées, de la reprise économique, de la *seconde industrialisation* (dont l'Exposition Universelle de 1900 est la vitrine) et des *grands bazars de l'argent* [Levy-Leboyer, 1979 ; Sayous, 1901]<sup>1</sup>. Quoique ces établissements mènent tous une stratégie de conquête de marchés afin d'acquiescer de l'ampleur, celle-ci se réalise par paliers non concomitants et engendre entre eux une concurrence acharnée. Par leurs capitaux, par leurs opérations, par leur organisation, ils se distinguent de la haute banque familiale comme de la banque régionale ou locale. Le monde bancaire n'est pas si homogène qu'il le paraît, au cours des vingt ans précédant 1914.

Face à ces éléments divergents se profilent néanmoins des facteurs d'unification du milieu. De la même façon que le style de vie bourgeoise prévaut alors sur le plan social, ces grandes banques anonymes deviennent un modèle dominant, sorte de trait d'union entre

Ils sont alors relativement récents. Le Comptoir National d'Escompte de Paris (C.N.E.P.) a été reconstitué après la crise de 1889. Le Crédit Lyonnais (CL) a été fondé en 1863. La Société Générale (SG) a été instituée par décret impérial l'année suivante. A la fin du xix<sup>e</sup> siècle, ils sont en plein essor. Chaque établissement a une spécificité qui tient à sa propre histoire.

Le château de Cabrières à Saint-Jean-du-Gard, la résidence d'été de Mercet. Carte postale ancienne.



Collection privée.

les différents types existants. Leur développement a-t-il permis à des membres d'anciennes élites d'en prendre les commandes, ou bien s'ouvrent-elles à des hommes nouveaux ? Le commerce de l'argent y est exercé d'une manière nouvelle, par des hommes qui maintiennent les liens de confiance indispensables dans ce métier à haut risque ; ils n'en sont pas moins des banquiers, puisque tout homme qui dirige une banque, quel qu'en soit le statut, est considéré comme tel. Ce terme correspond en effet à une réalité évolutive. Les dirigeants des grands établissements de crédits ressemblent davantage aux hommes d'affaires modernes qu'aux Rothschild. A l'expansion répond partout une nécessité d'extension des structures ; les équipes dirigeantes sont renforcées. Les exigences de la politique, autant que les crises périodiques, contribuent à susciter un sentiment de solidarité. La spécialisation requise par la complexité croissante des techniques bancaires explique pour une part l'évolution de cette élite vers l'uniformité d'une profession.

Aborder le milieu bancaire par ceux qui le dirigent permet de mieux en saisir les structures et les grandes tendances de l'évolution. Par leurs initiatives ont été opérés des choix qui ont orienté l'adaptation de leur établissement à la croissance. Qui sont ces banquiers de la Belle Époque ? Vers 1880, Zola présentait dans *L'Argent* deux groupes : les administrateurs *muets et décoratifs* et les autres. Pour les banquiers de la *City* avant 1914, Youssef Cassis distingue de même deux catégories : les administrateurs et les « managers » ou directeurs [Cassis, 1984]. En France au même moment, des hommes nouveaux accèdent à l'élite, ceux que Michel Bauer appelle *prince du diplôme* et dirigeant-maison, ayant réalisé leur parcours professionnel dans l'entreprise. Ils ne sont pourtant ni des héros ni des célébrités [Bauer, 1988]. Ils sont pour la plupart discrets, peu connus, noyés dans la *collégialité diffuse des conseils d'administration* [Piétri, 1931]<sup>2</sup>.

Il convient de situer le type de banquier considéré. Un directeur d'agence n'est qu'un cadre de la Maison ; en revanche, un sous-directeur du siège fait partie de la sphère dirigeante. Les niveaux de pouvoir ont été multipliés ; l'ambiguïté naît de ces transformations. C'est pourquoi le critère retenu pour appartenir au corpus examiné est celui de la participation aux décisions importantes concernant l'établis-

sement. Pour tenter de restituer une part de la vivante épaisseur de cette époque assez peu étudiée, une approche prosopographique a été élaborée dans le but de cerner au mieux ce milieu bancaire. Sur un échantillon de 203 personnes, plus de la moitié a fait l'objet de notices détaillées, représentant le noyau de l'étude. Un second cercle, constitué de dirigeants d'autres grandes banques et de régents et gouverneurs de la Banque de France, forme l'élément de référence. Le rôle de ces banquiers ne peut être entrevu que si ces acteurs sont envisagés sous l'angle humain, culturel et social.

Ces vingt ans paraissent lisses mais sont en réalité opaques ; l'analyse révèle un tournant décisif de l'histoire bancaire à la Belle Époque. Comprendre les raisons et le sens de cette ouverture paraît primordial pour en appréhender l'originalité. Ce travail souligne l'émergence, aux commandes des grandes banques par actions, d'hommes compétents que rien n'y prédisposait. D'où viennent-ils et quelles sont les conditions de leur ascension sociale ? Le degré de leur intégration à la haute société est difficile à percevoir. Afin d'aviver la clarté de ce qui fut, le cas remarquable d'Émile Mercet est d'abord présenté ; la synthèse des résultats de l'enquête prosopographique porte ensuite sur les origines, la carrière, le mode de vie de ces banquiers nouveaux.

### Émile Louis Mercet (1842-1908), un cas remarquable d'ascension sociale

L'influent président du Comptoir qui s'éteint en 1908 a réalisé un beau parcours. Alain Plessis avait évoqué sa remarquable ascension sociale, Christophe Charle insistant sur les origines familiales modestes de ce banquier *fil d'un domestique et d'une femme de chambre* [Plessis, 1992 ; Charle, 1987]. Quels atouts ont pu compenser ce handicap initial ? Est-il cependant bien intégré à la haute société ?

#### Son atout, l'expérience

Émile Mercet est né le 31 août 1842 à Paris 9<sup>e</sup>. Son père Louis Napoléon est suisse, de parents agriculteurs dans le canton de Vaud où ils avaient la qualité de bourgeois de Bassins. Il a quitté son pays après la mort de sa première femme en 1839. Sa seconde épouse Sophie Thomae est originaire de Soest en Westphalie, où son père est cordonnier et d'où vient également le banquier Georges Brölemann [1826-1908]<sup>3</sup>. Ils se marient en 1841, à Saint Aubin de Cretot près d'Yvetot. Leur patron est le député Amisson-Duperon, propriétaire du château. S'occupant par la suite de la gestion des biens de cette famille, le père d'Émile Mercet en est devenu l'homme de confiance. Aussi ce dernier est-il peut-être d'origine moins modeste qu'il y paraît.

<sup>3</sup> Fils de négociants en soie et soyeux lui-même, celui-ci vit à Lyon où il est administrateur des Hospices civils et président du Tribunal de Commerce. Administrateur de la Société Générale jusqu'en 1881, il est administrateur fondateur du Crédit Lyonnais.

<sup>2</sup> Les sources sont multiples et dispersées, des annuaires aux documents d'état civil, des témoignages de descendants et des ouvrages anciens sur la banque aux dossiers souvent squelettiques ; les archives de banques sont privées, d'utilisation délicate. Un flou sémantique complique l'approche ; l'anachronisme guette car le sens des mots a pris une autre dimension : groupes, réseaux, collaborateurs.

**4** Suzanne est artiste, égérie de Georges de Porto-Riche. Madeleine prend pour époux Alexandre Vacherie, administrateur du CNEP en 1905. D'après les critères de Pierre Léon, sa fortune le situe alors dans la frange supérieure de la haute bourgeoisie (Léon, 1974).

**5** Né à Blois de père cordonnier et de mère couturière. A 14 ans, il est garçon de courses à la Société Générale de Saint-Germain-en-Laye, avant d'être employé. A 35 ans, il est promu sous-directeur. L'année suivante, il en est le directeur, prenant le titre de directeur général en 1909, puis de président en 1914.

**6** Adrien Mazerat (1827-1911) est né à Paris où son grand-père était juge. Négociant, son père est devenu percepteur à Lyon. Apparenté au banquier Laffitte, il débute sa carrière auprès d'Eugène Schneider. Le Crédit Lyonnais le nomme directeur de la succursale de Paris à son ouverture en 1866. En 1882, il est directeur général de l'établissement dont il devient administrateur et président en 1905.

Il épouse le 8 septembre 1868 Louise Ducros, une protestante de Nîmes, dont le père est propriétaire, ancien chef d'Institution. Il semble que cette alliance ait été arrangée par les pasteurs. Il n'a pas été établi de contrat ; l'hypothèse d'un beau mariage, tremplin de la réussite, est par conséquent à écarter. Il dote équitablement ses deux filles d'un trousseau d'une valeur de 10 000 F et une somme de 250 000 F en espèces (environ 5,20 MF actuels). C'est une revanche sur ses propres débuts ; ses enfants confirment son enrichissement <sup>4</sup>. Parisien mais de parents étrangers, Mercet n'est pas dénué d'ambition. Sa formation lui a-t-elle tracé la voie vers la réussite ?

Il aurait suivi des études classiques, mais il entre dans la vie active dès 16 ans. Comme Louis Dorizon [1860-1938]<sup>5</sup>, il dut éprouver la nécessité de parfaire sa culture. Les questions financières retiennent son attention. La pratique des chiffres et l'expérience des grandes affaires le conduisent à s'intéresser aux statistiques. Il devient plus tard membre de la Société Statistique de Paris et de la Société d'Économie Politique. En 1858, il débute dans la haute banque protestante, chez Mallet Frères. A partir de 1864, il est employé successivement chez Sautter, issu également de la haute banque protestante, qui est l'un des fondateurs du Crédit Lyonnais et son agent parisien, puis chez Hollander, et chez Kinen et C<sup>ie</sup>. Après cette période d'apprentissage de neuf ans, il est recommandé par Maurice Sautter et Brölemann au Crédit Lyonnais.

Il y entre à 25 ans au service du Portefeuille. Son expérience est reconnue, il gagne 6 000 F par an et manifeste très vite le désir d'une relative autonomie. Son salaire est doublé en moins de trois ans et à 30 ans il a 14 000 F d'appointements. Cette rapide progression est significative de l'intérêt que lui portent la Maison et Mazerat qui la dirige à Paris <sup>6</sup>. Il est nommé fondé de pouvoirs et voyage, afin de prendre des contacts à l'étranger. Comme Édouard Kleinmann<sup>7</sup> à Alexandrie, Mercet est chargé à l'automne 1874 de fonder l'agence de Constantinople. C'est un collaborateur de valeur, qui a prouvé ses capacités ; l'incitation financière est considérable : 36 000 F de traitement fixe et rapidement 14 000 F de frais de représentation, ce qui porte dorénavant son salaire annuel à 50 000 F (environ 1 MF actuels), sans compter les 10 % de participation aux bénéfices de l'agence. Ses qualités professionnelles et son habileté sont reconnues. Son activité s'exerce auprès d'une clientèle de choix malgré la banqueroute ottomane, et il jouit d'un grand prestige au sein de la colonie européenne. A 37 ans, il est chargé en août 1879 de diriger l'agence de Saint-Petersbourg. L'étroite tutelle de Mazerat et la défiance d'Henri Germain au sujet des affaires industrielles lui pèsent. Découragé, après treize ans d'efforts dans l'établissement, il présente sa démission en juin 1880. Cette période

d'apprentissage et ce passage à l'étranger vont pourtant servir sa carrière. Mercet a 39 ans et une solide expérience. Il entre alors chez les Périer. Devenu directeur de la banque, il contribue à en assurer la prospérité <sup>8</sup>. C'est pourquoi dix ans plus tard il est associé à son développement ; la raison sociale devient *Périer, Mercet et C<sup>ie</sup>*. Il s'y est impliqué pendant vingt ans et son départ en 1901 ouvre une période difficile.

Lors du sauvetage du Comptoir en 1889, Mercet est nommé administrateur du nouveau CNEP, en qualité de banquier chez *Périer frères et C<sup>ie</sup>*. Il a 47 ans ; c'est une nouvelle orientation donnée à sa carrière. Dès ce moment, il appartient au comité de direction du Comptoir et prend une part active au relèvement <sup>9</sup>. Au bout de cinq ans, il est vice-président. La multiplication des agences et les augmentations de capital succèdent à la période de réorganisation.

Resté seul vice-président, il ne quitte officiellement la banque Périer qu'au décès du Président Denormandie en 1902, afin d'assumer pleinement les fonctions de ce dernier qui lui échoient. Avec le directeur général-administrateur Alexis Rostand et avec Lazarus-Barlow, directeur des agences d'Angleterre et administrateur, Mercet s'occupe de l'organisation de l'expansion. Paul Boyer est désigné comme deuxième directeur aux côtés d'Émile Ullmann. Les ouvertures d'agences se poursuivent. C'est la preuve de la confiance retrouvée et de l'activité de Mercet. Il contribue à l'expansion coloniale et par son appui, pendant près de vingt ans, le Comptoir National d'Escompte de Paris participe aux actions financières du gouvernement. Président durant six ans, il meurt en 1908. Sa brillante carrière est marquée par la volonté de réussir. Ses démissions et bifurcations n'ont pas entravé une trajectoire originale et remarquable.

### Une indéniable réussite

Les lieux de vie de Mercet évoluent selon sa situation professionnelle. A ses débuts, il vit à Paris, rue d'Amsterdam (9<sup>e</sup> arr.). En 1870, il habite dans le 17<sup>e</sup>, mais revient ensuite dans le quartier de l'Europe. Il emmène sa famille pendant cinq ans à Constantinople. En 1879, il part pour Saint-Petersbourg, avant de revenir à Paris. En 1900, il réside tout près du parc Monceau, dans un grand appartement situé au troisième étage d'une belle maison d'angle sur la rue de Courcelles (la façade principale est située au n° 2 avenue Hoche). L'été, il se rend à son château de Cabrières à Saint-Jean-du-Gard, bastide acquise alors qu'il devient président du CNEP. Son enracinement provincial est pourtant antérieur, puisqu'il retournait déjà vers 1874 au pays de sa femme. Ces séjours estivaux n'excluent pas que Mercet prenne aussi les eaux à Vittel, là où Charles Garnier édifia en 1884 un nou-

**7** Né en 1832 d'un père fabricant en Basse-Alsace, il est familialement lié à la haute banque protestante. Il entre à 31 ans au Crédit Lyonnais lors de sa création en 1863. Il dirige l'agence d'Alexandrie en 1874. Il devient ensuite directeur du service des Agences étrangères, puis administrateur et administrateur délégué en 1890.

**8** Cette maison de haute banque parisienne, située rue Royale, investit traditionnellement dans l'industrie. Après la mort de Casimir Périer en 1832, son frère Jean-Joseph est l'un des hommes les plus riches de France ; son fils Edmond et son gendre lui succèdent en 1868, mais son petit-fils Ferdinand préfère en 1881 proposer à Mercet de prendre la direction de sa banque.

**9** Le rôle de cet établissement est infléchi par des administrateurs venus de milieux bancaires, industriels ou commerciaux. Il aide les entreprises en expansion : transports publics, électricité, gaz, industries minières et métallurgiques, transports maritimes. Résolument international, il se développe dans les colonies et les pays de protectorat français.

**10** Il est administrateur de l'hôpital français de Constantinople et de la Société française de Secours mutuel et de Bienfaisance, membre du comité de secours aux réfugiés des provinces, juge assesseur au tribunal consulaire de la ville. Son train de vie, comparable à celui que mène son homologue Kleinmann à Alexandrie, donne une idée de ses centres d'intérêt.

**11** Associé de la banque Périer, il est vice-président à partir de 1892 de deux conseils d'administration : celui de la Banque de Dépôts et Comptes Courants et celui de la Compagnie pour la Fabrication de Compteurs et de Matériel d'Usines à Gaz. Il est membre en 1894 du conseil des Chantiers et Ateliers de la Gironde et de la Compagnie française des Mines du Laurium. Il préside en 1895 la Société Centrale de Dynamite. A ces fauteuils s'ajoutent en 1900 celui de la Banque Française du Brésil et la présidence de la Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston. De huit sièges en 1901, il n'en garde que cinq en 1905.

vel établissement de bains au milieu d'un parc. Son mode d'existence n'a cependant rien de comparable à celui des Rothschild.

Les sources font défaut pour connaître ses activités extra-professionnelles. A Constantinople, il fait office de conseiller financier pour l'ambassade de France et le consulat. Il rédige pour le Quai d'Orsay des rapports annuels sur la situation commerciale et financière turque. Membre français de la commission financière ottomane, il use de la grande presse pour défendre les intérêts du Crédit Lyonnais. Il prend également part à de nombreuses œuvres<sup>10</sup>. Il fut élu en 1875 député de la Nation par l'assemblée des notables français ; après son retour en métropole, il ne paraît pas avoir poursuivi autrement des activités politiques. Alors qu'il est associé des Périer et vice-président du CNEP, Mercet adhère au Cercle de l'Union Artistique, lieu de rencontre apprécié des banquiers. Par ailleurs, il est le premier président de l'Union Coloniale, puissante association qui œuvre pour la défense des intérêts économiques des principales maisons françaises implantées outremer. Il défend le travail et l'honneur de la *grande famille coloniale* et souhaite une stabilité gouvernementale qui assure une certaine sécurité. Cependant, si Mercet contribue ainsi par son action, par ses prises de positions ou par ses interventions auprès de ministres, à la politique extérieure de la France, il ne fait pas à proprement parler de politique. Le champ des grandes affaires traitées par la banque est assez large pour lui suffire.

En revanche, il est administrateur de diverses sociétés. Il y côtoie des personnalités du monde de la Finance autant que des dirigeants d'autres grands établissements de crédit. Il représente le CNEP dès 1890 au Conseil de la banque de l'Indochine. Ces fonctions financières lui ouvrent la porte d'autres sociétés<sup>11</sup>, et sa notoriété s'en trouve renforcée. La croix de chevalier de la Légion d'honneur lui est attribuée en 1879, sur rapport du ministre des Affaires Étrangères. L'ambassadeur de France à Constantinople le reçoit en 1896 au titre d'officier dans l'ordre, en tant que président de l'Union Coloniale. Des distinctions étrangères lui sont conférées. Peu de traces subsistent de sa personnalité.

C'est un homme d'action convaincu, il connaît le terrain. Son intelligence est pratique ; il a l'esprit libéral, ouvert au progrès. Ténacité, ardeur, indépendance, envergure, exigence, le caractérisent. Il s'intéresse à l'industrie et aux statistiques. Sa réussite ne l'empêche pas de garder souvenir de ses origines. Par des dons personnels, il prend part à la constitution et à la vie de la Caisse de Retraite et de Prévoyance des Employés du CNEP (en 1896), ainsi qu'à l'Asso-

ciation Amicale de Secours des Employés du CNEP (créée en 1894). Parti de rien, sans fortune ni appuis familiaux, Mercet a réalisé une rapide et brillante ascension sociale. Parmi les causes de cette réussite, se distinguent des atouts professionnels. Recommandations et passages par l'étranger contribuent à la reconnaissance de ses compétences. Ses capacités personnelles sont soutenues par sa santé, son dynamisme, son ambition. Au prestige d'une banque traditionnelle, il préfère le côté international d'un grand établissement de crédit. Ce choix reflète l'attrait exercé par ce type de grandes banques par actions, ainsi que de l'importance acquise par ce secteur de l'économie au début du xx<sup>e</sup> siècle. Les responsabilités auxquelles Mercet est parvenu lui ouvrent les portes de la haute bourgeoisie financière.

### Les résultats de l'enquête prosopographique

Une telle réussite est-elle exceptionnelle ? Dans son sillage, au même moment, d'autres belles trajectoires de *self made men* apparaissent au sein du Comptoir comme dans les autres grandes banques. Ces parcours rendent compte d'un moment d'ouverture d'un milieu qui gagne en homogénéité.

### Des dirigeants bancaires issus d'une petite bourgeoisie provinciale

Au Comptoir, au Crédit Lyonnais comme à la Société Générale, les banquiers de cette génération ne sont généralement pas des héritiers. Ni leurs origines socioprofessionnelles et géographiques, ni leurs alliances matrimoniales ne constituent le principal atout de leur réussite. Les fils de la bourgeoisie possédante ou d'affaires sont les plus sollicités. Des hommes émergent pourtant, sans lien préalable avec la banque, mais attirés par son développement. Ils sont issus des milieux populaires ou de la petite et moyenne bourgeoisie<sup>12</sup>. Le type de recrutement varie dans le temps et selon les établissements ; toutefois les financiers d'origine demeurent relativement peu nombreux. Pour la plupart, les banquiers des grandes sociétés de crédit au tournant du xx<sup>e</sup> siècle ne reproduisent pas un modèle paternel.

Cette élite est à la fois originaire de Paris et de province<sup>13</sup>. On peut observer néanmoins une croissante provincialisation, particulièrement pour les dirigeants les plus jeunes de ces sociétés. Les régions-viviers sont voisines des grandes villes. Lyon et le département du Rhône prédominent, étant donnée l'implantation d'abord régionale du Crédit Lyonnais. La Société Générale recrute aussi une partie de ses responsables hors de la capitale. Si l'on en juge par les fonctions présidentielles qu'atteignent Louis

**12** Progressivement, ils sont à leur tour remplacés par des hommes dont les pères étaient hauts fonctionnaires ou grands bourgeois, notamment à la Société Générale vers 1914.

**13** Un tiers vient de Paris et du département de la Seine ; 54 % des dirigeants du CNEP sont nés à Paris. Les 2<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> sont les arrondissements les plus souvent représentés, mais apparaissent également les 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>.

**14** Émile Béthenod (1846-1929) est originaire du Forez, d'une famille liée au commerce de la soie et à la banque pratiqués par la maison Guérin à Lyon. Son grand-père était avocat. Il entre à 18 ans au Crédit Lyonnais et en devient rapidement inspecteur général. En 1886, il est nommé administrateur délégué ; en 1907 est choisi comme président. Alexis Rostand (1844-1919) est d'une famille provençale. Son grand-père, fabricant-négociant, fut maire de Marseille et juge au tribunal de commerce. Son frère Eugène, avocat, est le père de l'écrivain Edmond Rostand. Lui-même est musicien, mais doit entrer en banque à 19 ans. Après la guerre de 1870, son dynamisme lui vaut de devenir directeur de l'agence du CNEP à Marseille. En 1889, il est appelé à Paris comme directeur. Administrateur-directeur général en 1900, vice-président en 1908, il devient président à la mort de Mercet.

Dorizon (SG), Émile Béthenod (CL) ou Alexis Rostand (CNEP), une origine provinciale n'empêche pas alors de réussir en banque<sup>14</sup>. Sur le plan familial, de belles alliances auraient pu favoriser l'accès à des postes élevés. L'examen des origines des épouses révèle cependant que ces hommes se sont rarement mariés dans un milieu très différent du leur. Ils n'ont pas encore atteint à ce moment de leur vie un niveau de carrière leur permettant de pouvoir espérer franchir aisément les barrières sociales. Pour la majorité d'entre eux, il ne saurait donc être question de véritable *stratégie matrimoniale* [Charle, 1987]. L'avoir de l'époux est en moyenne de 120 000 F (environ 2,40 MF actuels), ce qui est déjà considérable si l'on suit l'étude de Pierre Léon pour Lyon [Léon, 1974]. La femme est dotée en moyenne de près du double. La différence est compensée pour l'homme par les espérances de progression de sa situation, confirmée par la position obtenue par une descendance volontairement limitée. Ces apports conjugués forment cependant une fortune inférieure, souvent de loin, au palier du million repéré par Alain Plessis comme seuil d'entrée dans la grande richesse. Les atouts déterminants pour expliquer l'ascension sociale de ces banquiers de la Belle Époque semblent ainsi davantage à rechercher du côté de leurs compétences professionnelles et leurs qualités humaines.

#### Une formation supérieure, tremplin de la carrière

Le diplôme est-il un sésame ? Pour 56 % de ces hommes, spécialement pour les plus jeunes, la formation est de niveau supérieur. L'âge d'entrée au travail en est un bon indicateur. Les régents de la Banque de France sont plutôt nantis d'un bagage seulement secondaire : les *humanités* et la *civilité* font la différence. Le type des filières suivies est de préférence juridique (50 %) : Droit ou Sciences Politiques. Sauf au Crédit Industriel et Commercial, on rencontre peu d'Inspecteurs des Finances. En revanche, quelques ingénieurs (Polytechnique, École Centrale, Mines et Ponts) deviennent administrateurs de banque et s'occupent des affaires industrielles. D'autres études y sont appréciées, comme HEC, mais les Lettres et les Langues sont plutôt pratiquées au cours de stages à l'étranger, correspondant aux voyages initiatiques des hautes classes sociales. L'expérience acquise est souvent valorisée, de même qu'un passage par l'armée, réputée pour former des meneurs d'hommes. Au tournant du siècle, l'évolution va dans le sens d'une conformité au modèle méritocratique ambiant. Malgré des clivages internes, la formation représente par conséquent un terreau commun au monde bancaire.

Deux sortes de carrières se distinguent : celle des membres salariés de l'état-major directorial qui deviennent parfois administra-

teurs, et celle des administrateurs « purs ». Pour les premiers, différents paliers de carrière se présentent : il est nécessaire de faire ses preuves pour les franchir. Dans tous les grands établissements de crédit, ils sont semblables et chacun donne droit à une rémunération similaire. Ce n'est que vers 42 ans que l'on peut accéder aux fonctions de dirigeant, c'est-à-dire au moins au rang de sous-directeur de la banque. Les plus jeunes arrivent le plus haut. Les structures s'étoffant pour faire face à la demande accrue, c'est pour quelques-uns une nouvelle étape, après laquelle s'ouvrent les postes de directeur d'un groupe d'agences ou du siège, directeur général, voire même administrateur et, récompense suprême, président. La participation aux états-majors est le fruit de trois trajectoires ou itinéraires types : soit depuis le bas de l'échelle hiérarchique en étant resté toute une vie au service de la Maison (à l'exemple de Dorizon) ; soit en ayant acquis les compétences indispensables après des bifurcations (à l'exemple de Mercet) ; soit en étant diplômés de l'enseignement supérieur, arrivant par la voie royale (les inspecteurs à la Société Générale ou les ingénieurs des Études Financières au Crédit Lyonnais). Des particularités propres à chaque société et à son histoire interviennent. Rien ne paraît plus dangereux que de recruter un dirigeant à l'extérieur ; pour une question de confiance, les hommes de l'intérieur sont préférés : ils connaissent tous les rouages de l'organisation. Il leur faut posséder de réelles qualités de dynamisme, d'intelligence, de ténacité. Si le hasard, la santé, les recommandations, jouent un rôle dans l'avancement, des circonstances générales exceptionnelles favorisent la promotion<sup>15</sup>.

Les administrateurs « purs » s'en distinguent par leur position. Le plus souvent diplômés, ils sont d'origine extérieure à la banque, dirigeants de leur entreprise familiale avant de l'être en banque vers 50 ans, cooptés en raison des services qu'ils peuvent rendre. Ils sont pour la plupart actifs aux comités de direction et restent en place quasiment jusqu'à leur mort. Trois types se présentent, selon leur activité. D'abord, les gros actionnaires de la société, *propriétaires* héritiers de familles provinciales, sont des notables dont certains figuraient parmi les fondateurs de ces banques par actions. Les techniciens des Finances figurent ensuite en grand nombre, tandis que d'autres spécialistes les côtoient à la table du Conseil d'administration : ingénieurs, négociants, industriels, avocats. Enfin, les hauts fonctionnaires pantouflent peu dans les grands établissements de crédit avant 1914.

Davantage que les salariés, ces administrateurs d'origine externe ont le temps de jouer un rôle de représentation et de s'engager auprès d'autres sociétés. Une stratégie de carrière et des réseaux d'influence les unissent. Maintes crises, critiques et controverses portent sur les

**15** Un fort esprit-maison et des relations de solidarité s'y ajoutent. Il est remarquable que, sur l'ensemble du groupe analysé de ces dirigeants de trois grandes sociétés de crédit et pour la période étudiée, la moitié de ces hommes soit élevée au rang d'administrateurs d'origine interne, restant parfois délégués à la tête d'un grand service bancaire.

**16** Dont la controverse qui opposa Testis (Alexis Rostand) à Lysis (le journaliste Eugène de Tailleur) en 1907.

responsabilités que cette oligarchie financière aurait eues dans le manque de financement de l'industrie française<sup>16</sup>. Cependant, leur but n'est pas une prise de contrôle des entreprises par la banque, contrairement à ce qui se passe alors en Allemagne ou en Angleterre. Dans les grandes sociétés de crédit françaises par actions, afin d'éviter risques et scandales, les responsabilités sont de plus en plus partagées au sein d'équipes dirigeantes qui se concentrent sur leur profession. Du fait d'une professionnalisation croissante, les différences s'estompent en France entre *managers* et administrateurs. L'émergence de spécialistes compétents en matière de banque contribue à son efficacité, à son unification et à son ouverture relative.

### Un mode de vie bourgeois

Même si des divergences subsistent entre ces types de dirigeants bancaires, le modèle bourgeois se reproduit, tant pour le choix du lieu de résidence ou des séjours estivaux, que pour celui des activités extra-professionnelles ou des modes de sociabilité. Dans quelle mesure leur réussite réalise-t-elle une véritable intégration à la haute société ?

Symbole du mode de vie, l'adresse est un moyen de différenciation sociale. A Paris, une nouvelle géographie se dessine depuis les travaux d'Haussmann ; le centre se désenclave. Les 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> arrondissements y regroupent progressivement ces banquiers nouveaux. Ils ne craignent pas de s'installer en banlieue Ouest et privilégient la location d'un logement récent, lumineux et muni de toutes les commodités. Les femmes tiennent salon, se chargeant d'améliorer peu à peu la résidence. Ils possèdent ce qu'il est de bon ton d'avoir. Les séjours estivaux se déroulent, par référence au modèle aristocratique, dans un *château*. Cette volonté d'enracinement

ne correspond pas nécessairement à l'ancienneté ni des bâtisses, ni des familles. En région parisienne, il arrive même que ce lieu soit loué simplement pour l'été. Lorsqu'il est acquis, c'est sur le tard. La proximité de la capitale est recherchée, en particulier sur la côte normande, car l'été ces hommes s'éloignent peu de leurs affaires. Aisance et éclectisme, confort et espace y règnent, sans rien de comparable au luxe ostentatoire des Rothschild à Ferrières. Souvent, les sources mentionnent seulement une *résidence secondaire*, plus conforme à la démocratisation de leur mode de vie. Les voyages de tourisme ne sont guère à la mode mais les pèlerinages et l'*alpinisme* se pratiquent. Certains prennent les eaux dans des stations thermales réputées (Vittel, Vichy, Bagnoles-de-l'Orne) et descendent

à l'hôtel, à moins que soient construites des villas. De tels séjours innovants, déjà en vogue sous le Second Empire, coexistent avec la tradition.

Ces dirigeants des grands établissements de crédit ont une *seconde vie*, par-delà le temps consacré à leur banque. Leurs activités extra-professionnelles les rapprochent-elles de la haute société ?

Sur le plan culturel, leur ouverture d'esprit les prédispose à se perfectionner au cours de leurs loisirs en peinture, musique, poésie. Peu d'hommes actifs écrivent leurs mémoires, mais quelques-uns ont laissé des ouvrages ayant trait à des préoccupations locales. Des administrateurs *purs* sont admis à des académies de Sciences et Belles Lettres ou de Sciences Morales et Politiques. Ceux qui en sont démunis acquièrent leurs *humanités*. On se rend au théâtre, à l'opéra. Des collections sont rassemblées, révélant un amateurisme éclairé. Les sports en plein développement attirent surtout les Parisiens : tennis, vélocipède, natation, automobile, aviation même, et toujours l'escrime ou l'équitation. L'exercice est un devoir pour tous ceux qui sont officiers de réserve. Le Club Athlétique de la Société Générale multiplie rapidement le nombre de ses adhérents. A la pratique se substitue parfois l'intérêt que l'on porte à ces questions. Ces occupations n'ont rien à voir avec les grandes chasses, les bals et les fêtes qu'organisent Rodolphe Hottinguer ou Alphonse de Rothschild ; il s'agit bien de niveaux sociaux différents.

La sociabilité se pratique également dans les domaines de la religion et de la politique, ou au sein des cercles. Le catholicisme est majoritaire dans le groupe considéré, contrairement aux régents de la Banque de France surtout protestants ; deux banquiers seulement sont israélites. Beaucoup ne sont pas pratiquants ou sont même athées. Mais, en cette époque de tensions religieuses, la tolérance est préférable. La mutualité retient ceux qui ont débuté au bas de l'échelle ; l'action bénévole et l'altruisme contribuent au choix de ces dirigeants. Quant aux administrateurs d'origine externe à la banque, ils portent leur contribution de manière plus paternaliste sur la santé publique ou sur l'effort en matière d'éducation.

La politique pourrait être déterminante dans la réussite. En réalité, 80 % de ces dirigeants de banque n'en font pas. Pour les autres, plusieurs mandats sont parfois cumulés par des administrateurs *externes*. Le plus fréquent est celui de député. Cependant, le manque de cloisonnement entre les affaires et la politique est déjà dénoncé. Les opinions divergent autour de la Table mais la tolérance est là aussi de rigueur. Néanmoins, la politique s'impose aux banquiers lorsque la diplomatie l'exige. Plus encore que les loisirs personnels, une vie de relations est privilégiée par ces hommes.

Station thermale de Bagnoles-de-l'Orne. Carte postale ancienne.



collection privée.

A Paris, une désaffection se manifeste vers 1914 envers l'appartenance à des cercles, les plus anciens ou les plus sélectifs. Les plus jeunes dirigeants des grands établissements de crédit, les plus provinciaux et les plus proches des classes populaires, y restent attachés. La plupart n'en fréquente qu'un ou deux. Lieux de rencontre, ils représentent une consécration et un signe de reconnaissance. Ils ne sont plus toutefois un passage obligatoire. Les banquiers nouveaux sont volontiers trésoriers de leur cercle. Une nette prédilection s'observe pour les plus sportifs comme le Club Alpin. Des regroupements apparaissent, tant au Cercle de l'Union Artistique qu'au Cercle Artistique et Littéraire. Par ce biais, une relative différenciation s'opère, mais elle reste limitée : la professionnalisation établissant un véritable trait d'union. La banque agit ainsi comme un creuset et une nouvelle élite s'y constitue à la Belle Époque. Le monde bancaire n'est ni homogène ni clos, vers 1900 ; son ouverture offre au contraire l'image d'une dilatation, éphémère mais importante. Si la belle réussite de Mercet demeure exceptionnelle, l'ascenseur social n'était pas en panne pour eux au tournant du xx<sup>e</sup> siècle. Les résultats de cette étude mettent en scène une représentation idéale du banquier nouveau, qui tient aux sources consultées et à leurs limites.

Le Crédit Lyonnais à Saint-Petersbourg que Mercet dirige en 1879-1880.



D. R./Archives C. L.

René Girault le constate pour les hommes d'affaires vers 1914 [Girault, 1969]. Le portrait du banquier nouveau insiste sur sa compétence, son dynamisme, sa ténacité, son sens des risques mesurés. C'est un spécialiste des questions financières, doublé d'un animateur de ses troupes. Le renouvellement des dirigeants de banque tient à l'histoire de chaque Maison ; c'est pourquoi il ne se produit pas partout au même moment. Au Crédit Lyonnais, qui ouvre son conseil d'administration aux gradés internes le méritant, l'évolution s'amorce dès 1888. Au CNEP, un effet de masse est créé par l'appel suivant la crise de 1889. En

revanche, à la Société Générale, la longévité des anciens explique un recours plus tardif à des spécialistes. Le point commun est cependant en une croissante professionnalisation de ces dirigeants.

Il est frappant de constater dans ces grandes banques la même vague de fond qui, à partir de 1894, pousse sur le devant de la scène des hommes que rien ne semblait prédisposer à assurer de si hautes fonctions. En une période de reprise économique, lorsqu'il est nécessaire de faire face au développement du réseau bancaire, au renforcement des structures d'encadrement, à l'accroissement de la demande (auquel l'Exposition universelle n'est pas étrangère), des niveaux intermédiaires de responsabilités sont créés, qui aspirent les meilleurs et les propulsent au plus haut. Le talent tend à remplacer la naissance. Mercet, Dorizon, Rostand ou Béthenod s'entourent d'hommes qui, comme eux, ont fait leurs preuves ; le modèle d'ascensions sociales spectaculaires justifie l'expression de « Belle Époque » conférée a posteriori aux vingt ans précédant la Première Guerre.

Par la banque, des relations se forment et une relative intégration au milieu de la Finance se réalise. La cohésion du milieu bancaire n'est encore qu'en gestation en 1914. L'union entre établissements ne se réalise qu'épisodiquement en groupements ou *syndicats*. Le Crédit Lyonnais réagit davantage en vase clos que les deux autres grandes banques par actions. Le CNEP garde une vocation coloniale ; la Société Générale fait appel de préférence à des juristes et à des hommes formés à l'Administration<sup>17</sup>.

D'autres informations auraient dévoilé d'autres aspects. L'historien est frustré par les miettes de cas, les discontinuités de la base documentaire. L'exactitude n'est que relative. Elie Cohen constate que *les trajectoires individuelles sont irréductibles à une typologie* [Cohen, 1988]. Les ambiguïtés abondent. Toutefois, si les expériences individuelles importent tant, écrit Sabina Loriga, c'est parce qu'elles révèlent la physiologie variée du devenir historique [Loriga, 2000]. Aborder le milieu bancaire par une étude de ce type permet de retrouver une part des motivations et des initiatives qui ont infléchi l'orientation de son développement. ■

**17** Après 1909, les banques procèdent à une régularisation du flux ascendant. Mais c'est la guerre qui marque le véritable coup d'arrêt en décimant des viviers prometteurs. Même si cette méritocratie par l'expérience ou le diplôme et la possibilité de promotion pour des hommes capables mais sans capital ne durent pas, l'impulsion est donnée.

**BIBLIOGRAPHIE**

<p>1 Bauer M., 1988, « Grands patrons, capital, État et entreprise, Les 200 révèlent », Sociologie du travail, XXX, 4, Dunod.</p> <p>1 Cassis Y., 1984, Les Banquiers de la City à l'époque Edouardienne (1890-1914),</p>	<p>Genève, Paris, Droz.</p> <p>1 Charle C., 1987, Les Elites de la République, Paris, Fayard.</p> <p>1 Cohen E., 1988, « Avant propos. Patrons, entrepreneurs et dirigeants », Sociologie du</p>	<p>travail, XXX, 4, Dunod.</p> <p>1 Daumard A., 1991, Les Bourgeois et la bourgeoisie en France depuis 1815, Paris, Flammarion.</p> <p>1 Girault R., 1969 « Pour un portrait nouveau de</p>	<p>l'homme d'affaires français vers 1914 », Revue d'Histoire moderne et contemporaine, juillet-septembre.</p> <p>1 Léon P., 1974, Géographie de la fortune et structures sociales à Lyon au XIX<sup>e</sup> siècle</p>	<p>(1815-1914), Lyon, PUL</p> <p>1 Leboyer M., 1979, « Le patronat de la seconde industrialisation », Cahier du Mouvement social, n° 4.</p> <p>1 Loriga S., 2000, « Mannequins ou faiseurs</p>	<p>d'histoire ? », Critique, janvier-février.</p> <p>1 Plessis A., 1992 « Bankers in French Society (1860-1960) », in Cassis Y. (dir.), Finance and Financiers in European History</p>	<p>(1880-1960), Paris-Londres, Maison des Sciences de l'Homme – Cambridge University.</p> <p>1 Pietri F., 1931, Le Financier, Paris, Hachette.</p> <p>1 Plessis A., 1985,</p>	<p>Régents et gouverneurs de la Banque de France, Genève, Droz.</p> <p>1 Sayous A., 1901, Banques de dépôts, banques de crédit et sociétés financières, Paris.</p>
---	--	---	--	--	--	---	--